



## Quelle

François Mitterrand, un discours fait devant des étudiants et des professeurs de l'Institut d'Études Politiques à l'occasion du référendum français sur le Traité de Maastricht (Paris, 5 juin 1992); [Extrait]<sup>1</sup>

*Paris, 5 juin 1992*

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur, Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, [...] [p. 95].

Après ce rappel, je voudrais aborder ce que je pourrais appeler des thèmes dialectiques: les questions qui se posent, avec des réponses alternatives. La première, je l'ai déjà évoquée. Le choix qui nous est posé, à nous qui avons vu l'Europe se détruire, perdre sa primauté, risquer même physiquement (et bien entendu politiquement, spirituellement, culturellement) de perdre tout son acquis au bénéfice des Empires qui à l'époque s'appelaient, et s'appellent toujours pour le premier, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique (notion déjà un peu dépassée), tandis que pointe à l'horizon une autre puissance qui s'appelle le Japon, ce [p. 101] choix, c'est: la guerre ou la paix? Allons-nous bâtir une Europe sur les critères qui ont toujours conduit à des conflits armés, inéluctablement, avec le choc des ambitions, des intérêts, des nationalismes, des idéologies, comme cela a été le cas pour la dernière guerre avec le nazisme? Allons-nous fabriquer, construire une Europe pour la guerre, au bénéfice du futur vainqueur (mais lequel?), ou pour la paix? Il arrive un moment où l'on se lasse des guerres, où l'on se lasse aussi des paroles toutes faites. D'une génération à l'autre, nous avons appris que la France avait des ennemis héréditaires; mais ce n'étaient pas les mêmes! La France a compté comme ennemis héréditaires à peu près tout le monde en Europe. Le temps de l'Angleterre est bien connu, mais celui de l'Espagne pas si lointain; et l'Empire austro-hongrois, la Prusse, l'Union Soviétique et l'Allemagne, disons le Reich, cela fait beaucoup d'ennemis héréditaires, et même un peu trop si l'on veut pouvoir s'y reconnaître. Je me souviens d'avoir fait le compte: en vérité, il n'y a qu'un seul pays en Europe avec lequel nous n'ayons jamais fait la guerre. Le seul pays avec lequel nous n'avons jamais été en guerre – c'est l'occasion de le rappeler, et on ne va pas la faire –, c'est le Danemark!

Bref, la France a été la plupart du temps un voisin incommode. On ne devrait pas le dire, eh bien moi, je m'autorise à le dire: un voisin incommode. Mais les autres aussi. Simplement, comme nous sommes avec l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal le plus vieil État-nation d'Europe, cela fait plus longtemps que nous sommes en mesure de combattre les autres, d'avoir des ambitions, ou de nous défendre contre les ambitions des autres. Le secret de ces guerres permanentes tient au fait – je vais vous dire une vérité de la Palice – que c'est le vainqueur qui impose sa loi; c'est le vainqueur qui fait le traité de paix, et le traité de paix contient tout aussitôt le germe de la guerre future. Tous les traités sont mal faits à cause de cela, et les derniers comme les autres. Que reste-t-il des traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon? Les vainqueurs de la dernière guerre ont été très raisonnables: ils ont fini la guerre, mais n'ont pas fait de traité! [p. 102]

Comment donc bâtir la paix, sinon en tentant une construction inédite, jamais vue et qui serait tout simplement la paix par contrat, par négociation, conciliation, arbitrage, par une structure qui relèverait de la libre décision des gouvernements, des parlements ou des peuples de l'Europe dans laquelle nous sommes? Voilà l'entreprise! Aujourd'hui, on critique beaucoup cette construction, moi le premier. Mais ce que je constate, c'est que tout le monde veut y venir. [...]

---

<sup>1</sup> Mitterrand, François, Institut d'Études Politiques – Paris, 5 juin 1992, in: Ders.: Onze Discours sur l'Europe (1982-1995) (Biblioteca Europea; 8), Neapel 1996, S. 95-132, hier S. 95, 101-105, 108-110.

Quel est le deuxième thème sur lequel le choix vous est demandé, comme à moi? Sur la guerre ou la paix, il est facile de répondre, même s'il n'est pas facile d'agir. Mais la deuxième question, c'est: ou zone de libre-échange, zone que nous bâtissons de libre-échange universel, ou communauté économique [p. 103] particulière, Communauté économique européenne. Ou bien un espace sans frontière sur le plan marchand et négociant, ou bien, entre les pays qui le décident, la suppression de toute frontière intérieure et la multiplication des politiques communes. Le choix est: ou espace de libre-échange sans frontière, ou politique commune, c'est-à-dire Europe structurée – c'est la Communauté économique européenne. Certains pays s'y sont refusés naguère; ceux qui frappent à la porte ont créé l'Association européenne de libre-échange, avec le secret espoir d'encourager les efforts de la Grande-Bretagne et de quelques autres. Et cependant, c'est la force communautaire qui l'a emporté sur son antagoniste libre-échangiste. Au sein de la Communauté économique européenne, on va retrouver constamment ces thèmes. On a décidé par exemple à Rome, en 1957, d'une Union douanière (qui repousse la frontière de l'Hexagone, pour la porter le long des rivages de l'Atlantique et sur toutes les frontières continentales de nos voisins des Douze); on a établi une préférence communautaire pour l'agriculture, des prix communs; c'est-à-dire que l'on a renforcé l'espace européen, protégé l'espace européen contre la vague libre échangiste, venue surtout des pays anglo-saxons. Il fallait faire le choix; il est fait, mais il est toujours réversible. La tentation continue d'exister.

Troisième thème dialectique: l'Europe des marchands (communauté strictement économique), ou bien l'Union européenne (c'est-à-dire l'union politique, au-dessus de ces échanges)? Faut-il ou ne faut-il pas un pouvoir politique supérieur, issu de la volonté populaire? Je suis de ceux qui ont la conviction qu'aucune forme de communauté ne durera si elle n'est pas gérée, administrée, conduite par un pouvoir politique issu de la volonté populaire. Il y a ceux (et ils sont nombreux en France aujourd'hui) qui se contenteraient bien d'une Communauté économique: on échange des produits, on en fabrique, on en vend, très bien; on économise autant que possible sur l'échange, on facilite les passages à la frontière: c'est très intéressant, et c'est ce que l'on a fait pendant plusieurs années. On en a tiré grand profit, mais cela ne sera pas durable en face [p. 104] des bourrasques de l'Histoire, s'il n'y a pas un pouvoir politique commun. Tel est le choix. Communauté marchande, ou Union politique avec tout ce que cela comporte? Eh bien, dès la création de la C.E.C.A., c'est-à-dire de la Communauté du charbon et de l'acier en 1954, on trouve les éléments d'une future union politique; on dit déjà qu'il faut "contribuer à l'édification de la paix"; on ne se contente pas de parler de charbon et d'acier, on parle déjà d'autres choses plus importantes encore, de paix et d'Europe. Depuis la C.E.C.A. jusqu'à Maastricht, et sans doute poursuivra-t-on bien au-delà, on est allé de la simple communauté économique (avec ses "unions douanières", sa barrière commune extérieure, ses protections propres, dont on discute beaucoup actuellement au sein de la négociation commerciale internationale que l'on appelle le G.A.T.T.) jusqu'à l'union politique; et à ce jour, c'est la voie de l'union politique européenne qui l'a emporté. [...] [p. 105]

Enfin le dernier choix, celui qui va sans doute occuper les discussions de ces prochains mois: la patrie, ou l'Europe? S'agit-il de termes antinomiques? Celui qui se veut Européen de la Communauté est-il un mauvais patriote? Abandonne-t-il sa patrie, celui qui par patriotisme veut la France, et la France seulement – sans nier l'utilité de certains accords, mais sans vouloir d'accord structurel déterminant, comme à Maastricht? Est-il pour autant un mauvais Européen? Ce n'est pas le type de débat dans lequel je me lancerai. J'ai essayé de l'exprimer en disant un jour: "la France est notre patrie, mais l'Europe est notre avenir". Est-ce que l'on peut continuer d'être Français tout en développant la construction européenne? C'est ma conviction. C'est ma conviction, parce que je pense à la place de la France en Europe, à la place de la France dans le monde. C'est une place importante: la France, avec ses 58 millions d'habitants – ce qui fait d'elle un pays assez peu peuplé, par [p. 108] rapport aux grandes concentrations humaines – est toujours aujourd'hui le quatrième pays du monde sur le plan économique. Sur le plan militaire, puisqu'il faut en parler, elle est le troisième. Sur le plan culturel, sur le plan du rayonnement scientifique, nous avons toute une histoire derrière nous. C'est une chance, et elle parle pour nous.

Alors, est-ce que la France dans l'Europe va perdre ses atouts? Je suis de ceux qui pensent qu'elle va, au contraire, les démultiplier. Je suis ce que la France peut faire pour l'avoir vue abattue, dominée, comme perdue pour l'Histoire: quand je dis que je l'ai vue, c'est parce que dans l'espace de ma propre vie, je l'ai vue reparaître, ressusciter, appartenir au camp des vainqueurs, lancer de nouvelles grandes idées, s'imposer par cette force-là, prendre l'initiative malgré tant de peines et de difficultés, parler au Tiers-Monde, défendre la place des pays pauvres auprès de l'Europe de la Communauté. Au moment même où s'effondrait l'empire soviétique, on demandait partout notre concours pour redresser les économies détruites des pays en question: allait-on abandonner les pays d'Afrique, par exemple? Ou ceux qui participent aux accords de Lomé, Afrique, Caraïbes, Pacifique? Eh bien non, puisque nous avons commencé par renouveler les accords de Lomé en accordant une aide de douze milliards d'Écus (c'est-à-dire la somme la plus considérable qu'on ait avancée pour permettre enfin aux pays du Tiers-Monde de se développer). De même, la France a partout annoncé des projets pour qu'en en finisse avec l'endettement excessif des pays du Tiers-Monde. Le moratoire: nous avons renoncé à notre créance sur quarante pays pauvres. Nous avons d'un trait de plume rayé des créances allant de vingt à trente milliards de francs, non pas parce que nous serions des héros, mais parce que nous pensons que c'est l'intérêt de l'Europe, l'intérêt du monde industriel, que d'avoir une relation active et vivante avec l'ensemble des autres pays qui vont représenter les neuf dixièmes de la population du globe.

Alors la place de la France en Europe, la place de la France dans le monde, elle est là! Et croyez-vous sans intérêt d'imaginer que cette Europe, que nous construisons, sera bientôt en mesure [p. 109] de supporter la concurrence des plus puissants? Il ne s'agit pas de s'installer en conquérant au centre du monde. Mais il ne s'agit pas non plus d'accepter la domination des autres. Serions-nous incapables de perpétuer l'histoire que nous avons héritée? Est-il normal de penser que seules existent au monde deux grandes puissances économiques et commerciales, et par voie de conséquence politiques: les États-Unis d'Amérique et le Japon? Va-t-on laisser "enfoncer" tous nos marchés par ces puissances-là? Va-t-on être obligé de se soumettre à tous les impératifs politiques des puissances extérieures à l'Europe? Déjà, la Communauté des Douze – sans être parvenue encore à son terme, ce sera Maastricht – est la première puissance commerciale du monde. Elle pourrait être aussi la première puissance industrielle, la première puissance technologique... Et si elle ne l'était pas, du moins pourrait-elle parler d'égal à égal avec ceux qui décident pour le reste du monde. Je trouve que c'est une ambition qui en vaut la peine! A cette fin, nous avons engagé toute une série de traités et d'accords, dont vous allez être juges. [...] [p. 110]

---

François Mitterrand, un discours fait devant des étudiants et des professeurs de l'Institut d'Études Politiques à l'occasion du référendum français sur le Traité de Maastricht (Paris, 5 juin 1992); [Extrait]. In: Themenportal Europäische Geschichte (2009), URL: <<http://www.europa.clio-online.de/2009/Article=424>>.

Die Quelle in deutscher Übersetzung: François Mitterrand, Rede vor Studierenden und Lehrenden des Institut d'Études Politiques anlässlich des französischen Referendums über den Maastrichter Vertrag (Paris, 5. Juni 1992); [Übersetzung; Auszug]. In: Themenportal Europäische Geschichte (2009), URL: <<http://www.europa.clio-online.de/2009/Article=423>>.

Auf diese Quelle bezieht sich ein einführender und erläuternder Essay von Seidendorf, Stefan: Frankreichs Selbstverständnis in Europa. Mitterrands Referendumskampagne um den Maastrichter Vertrag 1992. In: Themenportal Europäische Geschichte (2009), URL: <<http://www.europa.clio-online.de/2009/Article=422>>.